

**Point de presse de la porte-parole -
Irlande/Entretien de Mme Nathalie
Loiseau avec Mme Helen McEntee,
ministre irlandaise en charge des
affaires européennes -
Liban/Nomination de la nouvelle
coordinatrice spéciale des Nations
unies pour le Liban - Cambodge -
Chine - Angola/France
(Paris, 23 novembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Irlande - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec Mme Helen McEntee, ministre irlandaise en charge des affaires européennes (Paris, 23 novembre 2017)

Mme Nathalie Loiseau reçoit aujourd'hui la ministre irlandaise en charge des affaires européennes, Mme Helen McEntee.

Les ministres évoqueront l'avenir de l'Union européenne et en particulier la mise en place des conventions démocratiques, alors que le gouvernement irlandais vient de lancer le 15 novembre son dialogue citoyen sur l'avenir de l'Union européenne. Les ministres aborderont également l'agenda numérique européen ainsi que la politique commerciale européenne. La ministre rappellera toute l'attention que la France porte à la situation spécifique de l'Irlande dans le contexte du retrait britannique de l'Union européenne.

Mmes Loiseau et McEntee feront également le point sur nos relations bilatérales, marquées par leur densité, y compris dans le secteur économique avec le projet de liaison électrique entre nos deux pays.

2 - Liban - Nomination de la nouvelle coordinatrice spéciale des Nations unies pour le Liban (22 novembre 2017)

La France salue la nomination par le Secrétaire général des Nations unies de Mme Pernille Kardel au poste de coordinatrice spéciale des Nations unies pour le Liban à titre intérimaire après le départ de Mme Sigrid Kaag le 26 octobre 2017. Diplomate danoise, Mme Kardel était précédemment représentante spéciale adjointe de l'ONU en Afghanistan.

La décision du Secrétaire général des Nations unies de procéder à la relève rapide, y compris à titre temporaire, de Mme Kaag est bienvenue. Elle est le signe de l'engagement de la communauté internationale en soutien à la stabilité et la sécurité du Liban. La France apportera tout son soutien à Mme Kardel dans l'exercice de sa mission.

3 - Cambodge

Q - Suite aux derniers développements au Cambodge, pensez-vous que l'Union européenne devrait envisager des sanctions ciblées contre le pays ?

R - La France et ses partenaires européens ont exprimé à plusieurs reprises leurs inquiétudes sur la situation politique et des droits de l'Homme au Cambodge. Nous avons appelé les autorités cambodgiennes à prendre les mesures nécessaires pour s'inscrire de nouveau dans le cadre d'un processus démocratique et permettre à l'opposition, aux médias et à la société civile de fonctionner sans entrave.

En marge de la réunion ministérielle de l'ASEM à Naypyidaw le 20 novembre, M. Jean-Yves Le Drian s'est entretenu à ce sujet avec son homologue cambodgien, M. Prak Sokhonn, à qui il avait déjà exprimé la préoccupation de la France lors de leur rencontre le 25 septembre. L'Union européenne continuera d'aider le gouvernement cambodgien dans ce processus et restera attentive à la situation des droits de l'Homme dans le pays.

4 - Chine

Q - Quelle est votre réaction après la condamnation de l'avocat des droits de l'Homme chinois, M. Jiang Tianyong, à deux ans de prison ferme ?

R - C'est un sujet que le ministre évoquera lors de son déplacement à Pékin.

5 - Angola - France

Q - Suivez-vous le dossier du Français Benoît Nayme, employé d'une entreprise française et assassiné en novembre 2016 en Angola ? Selon sa famille, il aurait été tué après avoir découvert un système de corruption qu'il aurait voulu dénoncer ou dans lequel il n'aurait pas voulu tremper.

R - Une procédure judiciaire est en cours.

Dans le respect des procédures angolaise et française, nous restons attentifs à ce que la recherche de la vérité progresse.

Nous agissons pour faciliter les déplacements des proches de la victime en Angola./.